

**COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE****COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT**

du

van

MERCREDI 28 MARS 2007

WOENSDAG 28 MAART 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 18 sous la présidence de M. Joseph Arens.

01 Question de M. Patrick De Groote au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les compétences acquises ailleurs" (n° 14674)

01.01 Patrick De Groote (N-VA) : Le décret flamand du 30 avril 2004 permet la prise en considération de compétences acquises ailleurs lorsqu'une personne est engagée par un employeur privé.

Les pouvoirs publics flamands eux-mêmes ne peuvent toutefois pas reconnaître des compétences acquises ailleurs parce qu'ils doivent tenir compte lors de la fixation de leur statut du personnel des principes généraux contenus dans l'ARPG. Cet arrêté royal fédéral stipule que l'on ne peut accéder à un certain niveau que si l'on dispose du diplôme ou du certificat correspondant. Les autorités fédérales empêchent ainsi la mise en oeuvre d'une politique du personnel moderne.

Le ministre estime-t-il qu'il serait utile que les pouvoirs publics puissent également tenir compte de compétences acquises ailleurs ? A-t-il l'intention de modifier l'ARPG en ce sens ? Envisage-t-il de modifier également dans ce sens le statut du personnel fédéral ?

01.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Il est effectivement important de valoriser les compétences acquises par les travailleurs au fil de leurs expériences professionnelles.

J'ai déjà marqué mon accord sur le principe d'un tel agrément, moyennant quelques conditions.

Il convient d'établir une distinction entre les fonctions qui requièrent un diplôme et celles qui n'en requièrent aucun.

En ce qui concerne les fonctions de niveau D, rien n'empêche de mieux décrire les titres de compétence professionnelle pour qu'ils puissent être considérés comme un atout lors des recrutements à des fonctions techniques. À cet effet, les premiers contacts ont déjà été établis entre l'administration flamande et le Selor, sous la direction du ministre de l'Emploi. Il s'agit à présent d'établir une liste des titres susceptibles d'être pris en considération lors du lancement des épreuves de sélection.

Pour les fonctions des autres niveaux, les titres de compétence professionnelle peuvent être reconnus, à la condition que les Communautés reconnaissent l'équivalence entre ces titres et un diplôme.

Il est important de valoriser les compétences acquises mais il importe tout autant de garantir l'objectivité.

01.03 Patrick De Groote (N-VA) : Je m'étonnais qu'apparemment, les entités fédérées ne peuvent pas

encore mener une politique du personnel digne de ce nom. J'espère que dans ce domaine, le fédéral se montrera coopératif.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Josée Lejeune au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'usage des menottes" (n° 14625)

02.01 Josée Lejeune (MR) : La Turquie a été condamnée pour traitement dégradant suite à la plainte d'un homme qui avait été menotté sans raison. En Belgique, le recours aux menottes me paraît trouver sa seule justification légale dans l'article 37 de la loi sur la fonction de police, qui autorise le recours à la force « pour poursuivre un objectif légitime qui ne peut être atteint autrement » en précisant que ce recours doit être « raisonnable et proportionné à l'objectif poursuivi. »

Pour éviter que la Belgique ne soit condamnée, des instructions plus précises ont-elles été données aux forces de police ? Dans l'affirmative, quelle en est la teneur ? Dans la négative, de telles instructions sont-elles envisagées ?

02.02 Patrick Dewael, ministre (en français) : À ma connaissance, il n'y a jamais eu aucune plainte formelle relative à l'utilisation abusive des menottes par la police.

Les modalités d'utilisation des menottes font l'objet d'un projet d'article 37**bis** de la loi sur la fonction de police via l'insertion d'un article 61 dans le projet de loi portant des dispositions diverses (IV) adopté par la Chambre le 15 mars 2005 (doc. 2873/27, p. 27 & 28). Ce projet d'article 37**bis** dispose que le recours aux menottes n'est autorisé que lors du transfèrement, de l'extraction et de la surveillance des détenus, ou lors de la surveillance d'une personne arrêtée administrativement ou judiciairement, si cela est rendu nécessaire par les circonstances (le comportement de l'intéressé, la nature de l'infraction ou du trouble de l'ordre public, etc.).

02.03 Josée Lejeune (MR) : Ces articles sont formulés en des termes très généraux, ce qui rend difficile leur application sur le terrain. Ne pensez-vous pas qu'il serait opportun d'envoyer aux chefs de zone une circulaire ministérielle pour les compléter et les clarifier ?

02.04 Patrick Dewael, ministre (en français) : La loi a été modifiée très récemment et le cadre est désormais clair.

02.05 Josée Lejeune (MR) : Certains doutes subsistent et pourraient être levés par une circulaire.

02.06 Patrick Dewael, ministre (en français) : Je ferai examiner votre suggestion.

L'incident est clos.

03 Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'envoi d'un formulaire de virement bilingue faisant suite à une amende routière" (n° 14784)

03.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Une femme qui avait commis une infraction au Code de la route s'est vu adresser par la police de Deinze une proposition bilingue de perception immédiate. J'estime que c'est constitutif d'une violation des lois linguistiques. Un membre du Parlement flamand s'est vu adresser quant à lui un procès-verbal en néerlandais pour un excès de vitesse à Bruxelles mais la demande de paiement était rédigée en français. Il a sollicité par écrit une demande de paiement en néerlandais mais il a reçu de nouveau un document en français. Lorsque les autorités bruxelloises ont reçu un second courrier de sa part, elles ont transmis son dossier au parquet. Celui-ci lui a certes écrit en néerlandais mais l'a obligé à payer 60 euros au lieu des 50 infligés au départ. Quelques mois plus tard, l'intéressé s'est rendu coupable d'une nouvelle infraction et il a de nouveau reçu les documents dans la mauvaise langue.

Conclusion : l'application des lois linguistiques dans les services de police est manifestement imparfaite.

N'est-il pas grand temps d'y remédier ?

03.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Depuis quelque temps, La Poste envoie les invitations à payer en cas de perception immédiate. La police, La Poste et la Direction Immatriculation des Véhicules s'échangent les données par la voie électronique. Des erreurs de régime linguistique sont survenues pendant les premiers mois d'application du système. Le régime linguistique du service de police verbalisant n'avait pas été strictement respecté et la langue dans laquelle le véhicule a été inscrit avait par exemple joué un rôle. Dans la zone de police Deinze-Zulte, des erreurs de régime linguistique ont été commises cinq fois sur un total de 16.771 perceptions immédiates. L'ordinateur suit désormais le régime linguistique légal de l'autorité verbalisante.

03.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Le ministre nuance le problème mais cinq erreurs n'en restent pas moins cinq de trop.

03.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Si le Vlaams Blok avait été au pouvoir, le système n'aurait pas connu de maladies de jeunesse.

03.05 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Ce parti n'existe plus.

03.06 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Heureusement.

03.07 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Je suis entièrement disposé à reposer ma question sur la situation à Bruxelles car je me rends compte que le ministre n'a pas pu la préparer. J'y joindrai les documents nécessaires car il s'agit d'une incroyable histoire.

L'incident est clos.

04 Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les vols d'armes" (n° 14785)

04.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Fin août 2006, la justice de Hasselt a saisi un véritable arsenal d'armes à feu auprès d'une bande de trafiquants d'armes. Une grande partie de ces armes provenait directement de la FN à Herstal. Un ouvrier de la FN a été arrêté au motif qu'il aurait sorti frauduleusement des armes de l'usine dans le but de les vendre. De même, un agent de gardiennage du dépôt de munitions de la FN à Zutendaal a été arrêté parce qu'il aurait livré des munitions à la bande en question.

Selon la police, la justice et le procureur du Roi de Hasselt, M. Rubens, ces incidents ne sont guère étonnants, étant donné que l'usine de Herstal serait une véritable passoire. Le ministre est-il au courant du problème ? Quelles mesures prend-il à cet égard ?

04.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Cette question relève de la compétence de Mme Onkelinx. Je puis seulement affirmer que la FN à Herstal doit satisfaire aux contraintes de sécurité imposées par la Région wallonne. La loi du 8 juin 2006 sur les armes dispose que la surveillance des fabricants d'armes incombe à la police locale.

04.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Ma question ne porte pas sur les infractions qui ont été constatées mais sur les mesures de sécurité. Je doute que cette matière relève de la compétence de la ministre de la Justice. M. Dewael est tout de même également compétent en ce qui concerne les services de police ? Si la loi sur les armes a été régionalisée, j'imagine qu'il n'en va pas de même du contrôle de la sécurité.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Talbia Belhouari au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'intention de la Commission européenne de créer une carte bleue pour attirer les travailleurs qualifiés" (n° 14563)

05.01 Talbia Belhouari (PS) : Quelle est la position de la Belgique par rapport à la proposition de directive

du commissaire européen à la Justice, à la liberté et à la sécurité de créer un nouveau permis de séjour européen - « carte bleue » européenne ? Cette disposition devrait faciliter la mobilité des travailleurs immigrés hautement qualifiés au sein de l'Union européenne. Une deuxième directive devrait garantir une série de droits pour cette catégorie de travailleurs. Des concertations ont-elles eu lieu avec les pays membres ?

05.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Le dépôt de la proposition de directive est prévu pour septembre 2007. Des consultations préalables ont été lancées pour connaître la législation et la pratique des États membres concernant l'admission des « hautement qualifiés ». Des échanges de vues ont eu lieu en juin et décembre 2006. Aucune position belge n'a encore été arrêtée. C'est le SPF Emploi, travail et concertation sociale, principal concerné, qui a coordonné les réponses belges aux différents questionnaires. Mes services et ceux de la Sécurité sociale y ont simplement été associés. Seuls des avis techniques ont été avancés. La position belge sera arrêtée lorsque la proposition de la Commission sera disponible. Pour l'instant, il n'est pas encore question de créer une carte bleue mais uniquement de faciliter l'admission de ces travailleurs.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le nombre de régularisations" (n° 14738)

06.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Les étrangers qui séjournent en Belgique peuvent demander une régularisation de leur statut de séjour sur la base de l'article 9, alinéa 3 de la loi sur les étrangers.

Combien de dossiers ont été introduits en 2006 sur la base de cet article ? Combien de personnes cela représente-t-il ? Combien de dossiers ont été régularisés sur la base du critère de la longueur de la procédure ? Combien de ces dossiers sont toujours en attente d'être traités ? Comment le ministre s'attend-il à voir évoluer le nombre de régularisations sur la base du critère de la longueur de la procédure ?

06.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : En 2006, 12.667 nouvelles demandes d'obtention d'une autorisation de séjour ont été déposées en raison de circonstances exceptionnelles. Nous ne connaissons le nombre de personnes concernées que lorsque tous les dossiers auront été examinés. En 2006, une autorisation de séjour a été octroyée dans 3.674 cas en raison de la longueur de la procédure d'asile. Dans 392 dossiers, l'autorisation de séjour a été accordée pour des raisons médicales et dans 1.326 cas, pour des raisons humanitaires graves.

Fin février, 21.500 dossiers devaient encore être examinés. L'arriéré compte 4.000 dossiers de moins que l'an dernier.

Le nombre de demandes honorées en raison de la longueur de la procédure d'asile diminuera considérablement étant donné le rythme déjà plus soutenu aujourd'hui ainsi que l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure d'asile.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'arriéré du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et de la Commission permanente de recours" (n° 14739)

07.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Combien de dossiers en attente d'une décision du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ont-ils été introduits avant avril 2004 ? Combien de dossiers actuellement en attente auprès de la Commission permanente de recours ont-ils été déposés avant cette date ? Combien de personnes sont-elles concernées par ces dossiers ? Les dossiers déposés avant avril 2004 sont-ils prioritaires ? Quand seront-ils tous traités ?

07.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Le commissaire général doit encore traiter 553 dossiers et la Commission permanente de recours, 5.799. Tous ces chiffres concernent des adultes. Nous ne disposons pas de chiffres pour les mineurs, étant donné que ceux-ci suivent leurs parents.

Ces chiffres comprennent également des personnes qui ont déjà obtenu un statut de séjour sur une autre base, mais qui souhaitent quand même que leur demande d'asile soit traitée jusqu'au bout. Ces demandes d'asile ne sont pas traitées en priorité.

En principe, le commissaire général aurait déjà dû avoir complètement résorbé l'arriéré, mais il a indiqué que l'introduction de la nouvelle procédure avait généré un peu de retard par rapport au calendrier prévu. Il a toutefois déclaré être en mesure de résorber ce retard limité d'ici quelques semaines.

La Commission permanente de recours sera bientôt remplacée par le Conseil du contentieux des étrangers. Il incombera au premier président de cette juridiction d'expliquer, dans son premier programme, comment il compte gérer le retard accumulé.

L'incident est clos.

08 Question de M. Guido De Padt au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les catastrophes naturelles en 2006 dans la province de Flandre orientale" (n° 14821)

08.01 Guido De Padt (VLD) : La province de Flandre orientale a été touchée à l'été 2006 par des calamités naturelles reconnues comme telles par le gouvernement fédéral. Le service Fonds des Calamités pour la Flandre orientale manquerait d'effectifs et ne serait pas à même de traiter les demandes d'indemnisation avec la diligence requise. La Flandre orientale aurait besoin du soutien de la Régie des Bâtiments pour les expertises.

Combien de demandes ont été introduites, (si possible) par commune ? Pour quelle date les dossiers d'indemnisation seront-ils traités ? Le ministre mettra-t-il du personnel supplémentaire à disposition ? La Régie des Bâtiments a-t-elle mis suffisamment de personnel à disposition pour mener à bien les expertises ?

08.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : À la suite de la calamité survenue le 13 juin 2006, 26 demandes d'intervention financière – émanant toutes d'Audenarde – ont été introduites et dans le cadre des calamités des 22 juillet et 24 et 25 août, 21 et 350 dossiers ont respectivement été introduits. Les demandes relatives à ces deux dernières calamités n'ont pas encore été ventilées par commune.

Selon le service, les dossiers seront clôturés avant la fin de l'année.

J'ai récemment consenti au recrutement de quatre collaborateurs administratifs de niveau C et d'un collaborateur de niveau A.

La Régie des Bâtiments m'a communiqué une liste des membres du personnel qui peuvent être mis à la disposition des services provinciaux des calamités. Si nécessaire, ces personnes sont immédiatement mobilisables. Pour la Flandre orientale, il s'agit de trois experts, même si un seul est actuellement en service. J'ai insisté auprès de mon collègue, M. Reynders, pour qu'il délègue rapidement un deuxième expert à plein temps à Gand.

Au besoin, le service provincial des calamités peut également toujours faire appel à des experts privés rémunérés par la Caisse nationale des Calamités.

08.03 Guido De Padt (VLD) : Je sais par expérience que les victimes sont rapidement aidées. Je me réjouis de constater que le ministre prend les plaintes à coeur.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Talbia Belhouari au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'instauration d'une commission de sélection permanente lors du recrutement externe du cadre opérationnel de la police" (n° 14851)

09.01 Talbia Belhouari (PS) : Je vous ai interrogé en mars 2006 sur la politique de recrutement des inspecteurs de police, régie par l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police. La procédure comprend plusieurs étapes et un entretien avec une commission de sélection, qui émet une évaluation finale.

En pratique, différentes commissions ont été mises en place, vu le grand nombre de candidats. En mars 2006, vous avez indiqué vouloir instaurer une commission de sélection permanente, qui pourrait contrôler l'ensemble de la sélection et veiller à son homogénéité.

Cette commission a-t-elle vu le jour ? Si oui, comment est-elle composée et comment fonctionne-t-elle ? Si cette commission émet un avis négatif à propos d'un candidat, que peut faire celui-ci ?

09.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : La commission permanente de sélection a bien vu le jour. Elle est présidée par un psychologue de la direction du recrutement et de la sélection de la police fédérale et se compose d'un membre de la commission permanente de la police locale et d'un membre de la police fédérale.

Elle se base sur le dossier relatif aux compétences examinées lors du processus de sélection et intervient en tant qu'organe de contrôle des motivations avancées par les psychologues et des propositions des commissions de sélection décentralisées, garantissant ainsi une décision homogène pour tous les candidats. En cas d'avis négatif, la commission peut entendre le candidat, auquel le doute doit toujours profiter durant la sélection.

Enfin, en cas d'échec, un document récapitulatif est envoyé au candidat et un *feedback* est assuré par la direction du recrutement et de la sélection, comme mentionné sur le site www.jobpol.be.

09.03 Talbia Belhouari (PS) : Voilà de bonnes nouvelles.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la discordance entre la réglementation fédérale en matière de délivrance d'attestations aux illégaux et la volonté du gouvernement flamand d'attribuer une allocation d'études aux enfants d'illégaux" (n° 14657)

10.01 Katrien Schryvers (CD&V) : Le gouvernement flamand permet aux enfants de personnes en séjour illégal de recevoir une allocation d'études afin qu'ils aient à souffrir le moins possible de la situation d'illégalité dans laquelle ils se trouvent. Or, lorsqu'un étranger reçoit un ordre d'éloignement du territoire, les services communaux ne peuvent plus lui délivrer d'attestations. Les services ne sont donc tout simplement pas autorisés à compléter des demandes de formulaires d'allocations d'études.

Le ministre est-il au courant de ce problème ? Est-il disposé à chercher une solution ? Les communes sont-elles autorisées à délivrer une attestation dans ce cadre ? Une concertation a-t-elle eu lieu ou est-elle prévue avec les autorités flamandes ?

10.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Le gouvernement flamand a approuvé un projet de décret aux termes duquel seules les personnes séjournant légalement en Belgique pourront désormais bénéficier d'une allocation d'études. Ce problème sera donc réglé à brève échéance. Quoi qu'il en soit, je n'estime personnellement pas opportun de délivrer quelque attestation que ce soit à un étranger auquel a été signifié un ordre exécutoire de quitter le territoire car cela pourrait donner l'impression que le séjour illégal de cet étranger ou de cette étrangère est toléré.

Si une entité fédérée veut néanmoins accorder une allocation d'études à un étranger en séjour illégal, il faudra tenir compte du fait que l'intéressé ne pourra pas produire les mêmes documents qu'un étranger en séjour légal.

10.03 Katrien Schryvers (CD&V) : Je n'étais pas informée de ce projet de décret mais cela pourrait effectivement résoudre le problème.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Annemie Roppe au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la reconnaissance comme catastrophe des dégâts causés par la tempête des 18 et 19 janvier 2007" (n° 14847)

11.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Le service des Calamités de la province du Limbourg a récolté des données auprès des communes pour évaluer les dégâts causés par la tempête des 18 et 19 janvier 2007.

Est-il exact que ces dégâts causés par la tempête n'ont pas encore été reconnus comme calamité ? Pourquoi la décision se fait-elle attendre si longtemps ? Si, dans l'intervalle, les dégâts causés par la tempête sont bien reconnus comme calamité, comment les citoyens et les services concernés en seront-ils avertis ?

11.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Les dégâts causés par la tempête des 18 et 19 janvier 2007 n'ont pas encore été reconnus comme calamité. Le dossier vient d'arriver à mon cabinet par le biais de l'Inspection des Finances.

Les dossiers de ce type doivent passer par plusieurs étapes. Dès que la procédure est lancée, les gouverneurs de province demandent aux communes de leur communiquer une estimation des dégâts et du nombre de dossiers. Les gouverneurs disposent d'un délai de trois semaines pour ce faire, mais certaines communes ne respectent pas ce délai. En même temps, l'on consulte l'IRM pour vérifier s'il s'agit bien d'un phénomène naturel exceptionnel au sens de la circulaire du 20 septembre 2006. Dès que les données relatives aux dégâts et l'avis de l'IRM sont disponibles, un projet d'arrêté portant reconnaissance d'une calamité est préparé et soumis à l'Inspection des Finances. Il me parvient ensuite, puis il est soumis au ministre du Budget et, ensuite, au Conseil des ministres.

L'arrêté royal portant reconnaissance d'une calamité est toujours publié au *Moniteur belge*. Les gouverneurs en sont avertis par courrier et informent à leur tour les communes, qui doivent informer les habitants. Les médias contribuent évidemment aussi à la diffusion de la nouvelle. L'arrêté portant reconnaissance peut aussi être consulté sur le site internet du service « Calamités ».

11.03 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Il faudra donc attendre la suite du traitement du dossier par vos services et par la ministre du Budget.

11.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Sans oublier l'Inspection des Finances.

11.05 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : L'Inspection des Finances a déjà rendu son avis. C'est le département de l'Intérieur qui doit encore trancher la question.

11.06 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Ou celui du Budget. Je ne suis pas en mesure d'introduire un dossier auprès du Conseil des ministres en l'absence d'un accord budgétaire.

11.07 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Je suppose qu'il ne s'agira là que d'une formalité. Je conclus en tout cas de la réponse qu'une décision sera prise rapidement et que la province informera ensuite les personnes concernées.

L'incident est clos.

12 Question de M. Melchior Wathelet au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'arrêté royal du 22 juillet 2004" (n° 14876)

12.01 Melchior Wathelet (cdH) : Un arrêté royal du 22 juillet 2004 a affecté des membres du personnel statutaire de l'entreprise autonome Belgacom à la délivrance des cartes d'identité électronique dans les communes.

Cette mise à disposition gratuite de personnel a été prolongée d'une année en vue d'effectuer de nouvelles missions dont seraient chargées les communes.

Si de nouvelles missions sont imposées aux pouvoirs locaux, la période de mise à disposition ne devrait-elle pas être prolongée pour atteindre la durée initialement prévue de cinq ans ?

A l'issue de cette période, si le maintien de cette mise à disposition s'avérait pertinent, qui prendra en charge les coûts salariaux ? La commune pourra-t-elle mettre fin à la mise à disposition ?

12.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : La convention conclue avec les communes prévoit la mise à disposition gratuite du personnel pour une période de trois ans.

Dès octobre 2007, certains contrats pourraient déjà arriver à terme.

La décision de poursuivre la mise à disposition de personnel statutaire d'entreprises publiques autonomes est le sujet d'un dossier qui sera présenté au Conseil des ministres de ce vendredi, dans lequel on demande également à l'Union des Villes et Communes de rechercher une solution à plus long terme.

12.03 Melchior Wathelet (cdH) : Je poserai peut-être une nouvelle question après les vacances pour connaître l'évolution du dossier.

L'incident est clos.

Le **président** : Les questions n°s 14406, 14662, 14663, 14664, 14666, 14849 de M. Arens sont transformées en questions écrites.

Président: M.Melchior Wathelet.

13 Questions jointes de

- **Mme Véronique Ghenne au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les missions de lutte contre la fraude fiscale menées par la police locale" (n° 14650)**

- **M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les missions dévolues aux SER locaux" (n° 14665)**

13.01 Véronique Ghenne (PS) : Des policiers expriment leur ras-le-bol au sujet de la circulaire de 2002 qui attribue à la police locale la charge de dossiers eco-financiers. La lutte contre la fraude fiscale requiert désormais un temps équivalent à la lutte contre les stupéfiants. Les membres de la police locale que j'ai rencontrés souhaiteraient s'investir plus sur le terrain.

La population fait part, dans le dernier baromètre mesurant ses attentes vis-à-vis de la police locale, de son désir de voir considérer comme priorités la lutte contre l'insécurité routière, les vols et cambriolages.

Ne faudrait-il pas mieux tenir compte des attentes de la population et de la police locale elle-même pour définir les missions de celle-ci ? Est-ce réellement à la police locale de lutter contre la fraude fiscale ? Avez-vous déjà eu vent de ces plaintes ? Comment estimez-vous pouvoir y répondre ?

13.02 Joseph Arens (cdH) : Dans le cadre de la réforme des polices, les SER locaux étaient censés mener des enquêtes sur la criminalité de la zone ou, tout au plus, régionale.

Or, on constate que les SER mènent des enquêtes à l'échelon national voire international.

Ne pourrait-on réorienter les priorités de ces services afin de mieux rencontrer les attentes de la population ?

Un partage clair entre les missions de la police judiciaire fédérale et les missions attribuées aux SER locaux ne devrait-il pas figurer dans la loi ?

13.03 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Selon l'article 143 ter du Code judiciaire, le ministre de la Justice arrête les directives de politique criminelle, y compris celles en matière de recherche et de poursuite. En vertu de l'article 143 bis du Code judiciaire, le Collège des procureurs généraux décide des mesures nécessaires à l'application des directives visées par l'article 143 ter.

La directive ministérielle et la circulaire du Collège règlent donc la répartition des tâches entre les polices fédérale et locale.

Lors de la répartition des tâches, le magistrat se laisse guider par le principe général de la complexité de l'enquête, qui peut être déduite d'un certain nombre de critères.

En principe, sont confiées à la police locale les enquêtes qui ne répondent pas à un des critères basés sur la nature du fait, la nature des devoirs d'enquête, leur dispersion géographique.

Les instruments légaux actuels sont suffisants.

Charger la police fédérale de missions « écofin » ou d'enquêtes sur des fraudes fiscales non complexes, qui relèvent de la police locale en vertu d'une directive ministérielle et de la COL 2/2002, serait en contradiction avec la législation.

13.04 Véronique Ghenne (PS) : Je questionnerai la ministre de la Justice. Une évaluation des directives ministérielles est-elle possible ?

13.05 Patrick Dewael, ministre(en français) : Oui, mais elle relève de la compétence de la ministre de la Justice.

13.06 Joseph Arens (cdH) : La réponse du ministre va déjà clarifier la situation sur le terrain. Je poserai moi aussi la question à la ministre de la Justice.

Président : M. Joseph Arens.

La réunion publique est suspendue de 15 h 21 à 15 h 27.

14 Question de M. Melchior Wathelet au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la mise en place de moyens contemporains de paiement devant le Conseil d'État" (n° 14624)

14.01 Melchior Wathelet (cdH) : Depuis la suppression du timbre fiscal comme moyen de paiement en matière judiciaire, un problème se pose pour les requêtes auprès du Conseil d'État, où les procédures de virement électroniques n'ont pas été instaurées.

En effet, le paiement par virement ne permet pas d'attribuer un numéro d'ordre à la requête et pose le problème de son identification. Les solutions adoptées entraînent une véritable débauche d'énergie et de travail pour le greffe du Conseil d'État, La Poste, les banques et les requérants, entre autres.

Alors que le timbre fiscal a été supprimé dans un souci louable de simplification administrative, le résultat en est plutôt une complexification administrative.

Quelles mesures le ministre compte-t-il prendre pour mettre fin à cette situation ?

Ne serait-il pas temps de mettre fin à ce système archaïque de paiement de droits devant le Conseil d'État ?

14.02 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'Etat (en français) : Le Parlement a voté à l'unanimité la disparition des timbres fiscaux, qui constituaient un système dépassé, sensible à la fraude et source de lourdes charges administratives. Il a été décidé de remplacer le timbre fiscal sur les requêtes au Conseil d'État par une preuve de virement, par exemple un extrait de compte. Le service Simplification administrative est ouvert à un paiement par virement direct au Conseil d'État, mais ce dernier ne souhaite pas cette modernisation.

En février, trois cents paiements pour requêtes sont parvenus au sixième bureau d'enregistrement de Bruxelles. Ce nouveau moyen de paiement est renseigné sur le site web du Conseil d'État. Par ailleurs, la création du Conseil du contentieux des étrangers entraînera une diminution considérable du nombre de requêtes auprès du Conseil d'État.

En ce qui concerne la suppression éventuelle des droits auprès du Conseil d'État, une telle mesure aurait un impact budgétaire et sa faisabilité doit être examinée avec la ministre du Budget.

14.03 Melchior Wathelet (cdH) : Selon des témoignages que j'ai reçus, la preuve de paiement, même signée par le greffe du Conseil d'État, n'a pas toujours été acceptée. Je vérifierai si la situation a évolué, mais il serait en tout cas plus simple que le Conseil d'État accepte les paiements sur un compte direct.

14.04 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'Etat (en français) : Mes collaborateurs ont proposé l'ouverture d'un tel compte. Le Conseil d'État a refusé et je le déplore.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 33.

De vergadering wordt geopend om 14.18 uur en voorgezeten door de heer Joseph Arens.

01 Vraag van de heer Patrick De Groote aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "elders verworven competenties" (nr. 14674)

01.01 Patrick De Groote (N-VA): Het Vlaams decreet van 30 april 2004 maakt het mogelijk om elders verworven competenties in aanmerking te nemen bij indienstneming door een particuliere werkgever.

De Vlaamse overheid zelf kan echter geen elders verworven competenties erkennen, omdat zij bij het bepalen van haar personeelsstatuut rekening moet houden met de algemene principes vervat in het APKB. Dit federale KB bepaalt dat men enkel toegang kan krijgen tot een bepaald niveau indien men beschikt over het overeenstemmende diploma of getuigschrift. De federale overheid staat op die manier een modern personeelsbeleid in de weg.

Zou de minister het een goede zaak vinden mocht men ook bij de overheden rekening kunnen houden met elders verworven competenties? Is hij van plan het APKB te wijzigen om dit mogelijk te maken? Overweegt hij ook het federaal personeelsstatuut in die zin aan te passen?

01.02 Minister Christian Dupont (Nederlands): Het is inderdaad belangrijk om competenties te valoriseren die werknemers verworven hebben door hun werkervaring.

Ik heb mij reeds principiële akkoord verklaard met een dergelijke erkenning, mits enkele voorwaarden.

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen functies waarvoor geen enkel diploma vereist is en functies waarvoor dat wel het geval is.

Wat de functies van niveau D betreft, belet niets om de titels van beroepsbekwaamheid beter te omschrijven, zodat ze beschouwd kunnen worden als een troef bij de wervingen voor technische functies. Daartoe werden reeds de eerste contacten gelegd tussen de Vlaamse administratie en Selor, onder leiding van de minister van Werk. Het komt er nu op aan een lijst met titels op te stellen die in aanmerking kunnen genomen worden bij de start van selectieproeven.

Voor de functies van de andere niveaus kunnen de titels van beroepsbekwaamheid worden erkend, op voorwaarde dat de Gemeenschappen de gelijkwaardigheid vaststellen tussen deze titels en een diplomaniveau.

Het is belangrijk om verworven competenties te valoriseren, maar het is even belangrijk dat er waarborgen zijn voor de objectiviteit.

01.03 Patrick De Groote (N-VA): Het verbaasde mij dat de deelstaten blijkbaar nog geen volwaardig personeelsbeleid kunnen voeren. Ik hoop dat de federale overheid goed zal meewerken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Josée Lejeune aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het gebruik van handboeien" (nr. 14625)

02.01 Josée Lejeune (MR): Naar aanleiding van een klacht van een man die zonder reden de handboeien werd aangelegd, werd Turkije veroordeeld wegens vernederende behandeling. Het komt mij voor dat het gebruik van handboeien in ons land enkel wettelijk gerechtvaardigd is op grond van artikel 37 van de wet op het politieambt dat het gebruik van geweld toestaat "om een wettig doel na te streven dat niet op een andere wijze kan worden bereikt", daarbij preciserend: "elk gebruik van geweld moet redelijk zijn en in verhouding tot het nagestreefde doel".

Werden preciezere instructies gegeven aan de politiediensten teneinde te voorkomen dat ook ons land ter zake zou worden veroordeeld? Zo ja, wat is de strekking van die instructies? Zo nee, worden dergelijke

instructies overwogen?

02.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Voor zover ik weet, werd er nooit een formele klacht ingediend over misbruik van handboeien door de politie.

De regels voor het gebruik van handboeien worden vastgelegd in een ontwerp van artikel 37*bis* van de wet op het politieambt via de invoeging van een artikel 61 in het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (IV) dat op 15 maart 2005 door de Kamer werd aangenomen (doc. 2873/27, blz. 27 en 29). Dat ontwerp van artikel 37*bis* bepaalt dat er enkel gebruik mag worden gemaakt van handboeien voor de overbrenging, de uithaling en de bewaking van gevangenen, of tijdens het toezicht op een persoon die administratief of gerechtelijk is aangehouden, indien de omstandigheden daartoe nopen (het gedrag van de betrokkene, de aard van de inbreuk of de verstoring van de openbare orde, enz.).

02.03 **Josée Lejeune** (MR): Die artikelen zijn in heel algemene bewoordingen geformuleerd, wat hun toepassing in de praktijk bemoeilijkt. Zou het niet goed zijn een ministeriële rondzendbrief te richten aan de zonechefs, om die artikelen aan te vullen en te verduidelijken?

02.04 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): De wet werd zeer onlangs gewijzigd en het kader is voortaan duidelijk.

02.05 **Josée Lejeune** (MR): Niet alle onduidelijkheden werden uit de weg geruimd. Een circulaire zou daaraan een mouw kunnen passen.

02.06 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Ik zal uw suggestie laten onderzoeken.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het opsturen van een tweetalig overschrijvingsformulier naar aanleiding van een verkeersboete" (nr. 14784)**

03.01 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Een vrouw die een verkeersovertreding had begaan, kreeg van de politie van Deinze een tweetalig voorstel tot onmiddellijke inning. Dat strookt volgens mij niet met de taalwetten.

Een lid van het Vlaamse Parlement kreeg dan weer een Nederlandstalig proces-verbaal voor een snelheidsovertreding in Brussel, maar de betalingsaanvraag was in het Frans. Toen hij per brief een Nederlandse versie aanvroeg, kreeg hij het document nogmaals in het Frans. Toen hij nogmaals terugschreef, gaven de Brusselse overheden het dossier door aan het parket. Dat schreef hem wel aan in het Nederlands, maar hij moest plots wel 60 euro betalen in plaats van de oorspronkelijke 50. Toen de man enkele maanden geleden een nieuwe verkeersovertreding beging, kreeg hij opnieuw documenten in de verkeerde taal.

Er schort dus duidelijk wat aan de toepassing van de taalwetten bij de politiediensten. Is het niet de hoogste tijd om daar wat aan te doen?

03.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Sinds een tijd verstuurt De Post de uitnodigingen tot betaling bij onmiddellijke inning. De politie, De Post en de dienst Inschrijving Voertuigen wisselen de gegevens elektronisch uit. In de eerste maanden dat het systeem werd toegepast, zijn verwisselingen van taal opgetreden. Daarbij werd niet strikt het taalregime van de verbaliserende politiedienst gevolgd, maar speelde bijvoorbeeld ook de taal waarin het voertuig destijds werd ingeschreven. In de politiezone Deinze-Zulte was er vijf keer een verwisseling van taal op een totaal van 16.771 onmiddellijke inningen. Voortaan volgt de computer het wettelijk taalregime van de verbaliserende dienst.

03.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): De minister nuanceert het probleem, maar vijf fouten blijven er vijf te veel.

03.04 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Met het Vlaams Blok aan de macht had het systeem geen kinderziekten gekend.

03.05 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Die partij bestaat niet meer.

03.06 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Gelukkig.

03.07 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Mijn vraag over de situatie in Brussel wil ik gerust opnieuw stellen, want ik beseft dat de minister ze niet heeft kunnen voorbereiden. Ik zal er de nodige documenten bijvoegen, want het is een sterk verhaal.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "wapendiefstallen" (nr. 14785)**

04.01 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Eind augustus 2006 nam het Hasseltse gerecht bij een bende wapenhandelaars een arsenaal vuurwapens in beslag. Een groot deel van de wapens kwam rechtstreeks uit de wapenfabriek van FN in Herstal. Een arbeider van die fabriek is aangehouden omdat hij tegen betaling wapens uit het bedrijf zou hebben gesmokkeld. Een bewakingsagent van de munitieopslagplaats van FN in Zutendaal werd aangehouden omdat hij munitie zou hebben geleverd aan de bende.

Volgens de politie, het gerecht en de Hasseltse procureur des Konings Rubens is het voorval niet zo verbazingwekkend, want de fabriek in Herstal zou zo lek als een zeef zijn. Is de minister op de hoogte van het probleem? Welke maatregelen neemt hij?

04.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Minister Onkelinx is bevoegd. Ik kan enkel zeggen dat FN Herstal moet voldoen aan de veiligheidsvoorwaarden van het Waalse Gewest. De lokale politie moet toezicht houden op de wapenfabrikanten, zoals bepaald in de wapenwet van 8 juni 2006.

04.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Mijn vraag gaat niet over de vastgestelde strafbare feiten, maar over de veiligheidsmaatregelen. Ik betwijfel of de minister van Justitie daarvoor bevoegd is. Minister Dewael is toch ook bevoegd voor de politiediensten? De wapenwet is dan wel geregionaliseerd, maar toch niet het veiligheidstoezicht?

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Talbia Belhouari aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het plan van de Europese Commissie om een blauwe kaart in te voeren teneinde geschoolde werknemers aan te trekken" (nr. 14563)**

05.01 **Talbia Belhouari** (PS): Wat is het standpunt van België ten opzichte van het voorstel van richtlijn van de Europese Commissaris voor justitie, vrijheid en veiligheid om een nieuwe Europese verblijfsvergunning in het leven te roepen – een Europese "blauwe kaart"? Deze maatregel zou de mobiliteit van de hoog opgeleide migranten in de Europese Unie in de hand moeten werken. . Een tweede richtlijn zou deze categorie werknemers een aantal rechten moeten garanderen. Vond er overleg plaats met de lidstaten?

05.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): De indiening van het voorstel van richtlijn is gepland voor september 2007. Er werden voorafgaande raadplegingen gestart om de wetgeving en de gebruiken van de lidstaten met betrekking tot de toelating van hooggeschoolden te leren kennen. In juni en december 2006 vond een gedachtewisseling plaats. België heeft nog geen standpunt ingenomen. Het is de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, als eerste betrokkene, die de Belgische antwoorden op de verschillende vragenlijsten heeft gecoördineerd. Mijn diensten en die van Sociale Zekerheid werden er louter bij betrokken. Er werden enkel technische adviezen uitgebracht. Het Belgische standpunt zal worden bepaald wanneer het voorstel van de Commissie beschikbaar zal zijn. Op dit ogenblik is er nog geen sprake van de invoering van

een blauwe kaart, maar gaat het er enkel om de toelating van die werknemers te vergemakkelijken.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het aantal regularisaties" (nr. 14738)

06.01 Nahima Lanjri (CD&V): Vreemdelingen die in België verblijven, kunnen om een regularisatie van hun verblijfsstatuut verzoeken op basis van artikel 9, derde lid, van de vreemdelingenwet.

Hoeveel dossiers werden in 2006 ingediend op basis van dat artikel? Hoeveel personen vertegenwoordigen die? Hoeveel dossiers kregen een regularisatie op basis van het criterium van een lange procedure? Hoeveel van die dossiers wachten nog op behandeling? Hoe verwacht de minister dat het aantal regularisaties op basis van het criterium van een lange procedure zal evolueren?

06.02 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): In 2006 werden 12.667 nieuwe verzoeken ingediend om een verblijfsmachtiging op basis van bijzondere omstandigheden te krijgen. Om hoeveel personen het gaat, weten we pas als alle dossiers behandeld zullen zijn.

In 2006 werd in 3.674 gevallen een verblijfsmachtiging toegestaan op basis van de lange asielpcedure. In 392 dossiers werd een verblijfsmachtiging toegestaan om medische redenen en in 1.326 gevallen om prangende humanitaire redenen.

Eind februari moesten nog 21.500 dossiers worden behandeld. De achterstand is in vergelijking met een jaar geleden met 4000 dossiers gedaald.

Het aantal aanvragen dat zal worden gehonoreerd wegens de slepende asielpcedure zal sterk afnemen omdat het tempo nu al hoger ligt en omdat de nieuwe asielpcedure van kracht zal worden.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de achterstand van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen en de Vaste Beroepscommissie" (nr. 14739)

07.01 Nahima Lanjri (CD&V): Hoeveel dossiers die momenteel wachten op een beslissing door het commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen werden ingediend voor april 2004? Hoeveel dossiers die wachten bij de vaste beroepscommissie werden voor die datum ingediend? Hoeveel personen vertegenwoordigen die dossiers? Krijgen de dossiers van voor april 2004 voorrang? Wanneer zullen ze allemaal behandeld zijn?

07.02 Minister Patrick Dewael: (*Nederlands*) De commissaris-generaal moet nog 553 dossiers behandelen en de Vaste Beroepscommissie 5.799. De cijfers hebben betrekking op volwassen personen. Cijfers over minderjarigen hebben we niet omdat die de ouders volgen.

In de cijfers zijn ook de mensen opgenomen die al een verblijfsstatus verworven hebben op een andere basis, maar die toch de behandeling van hun asielverzoek afgerond willen zien. Die asielaanvragen worden niet prioritair behandeld.

De commissaris-generaal had de achterstand volgens afspraak al helemaal weggewerkt moeten hebben, maar hij deelde mee dat de invoering van de nieuwe procedure voor wat achterstand op het schema heeft gezorgd. Hij zegt de beperkte achterstand binnen een paar weken te kunnen wegwerken.

De vaste beroepscommissie wordt binnenkort vervangen door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Het komt de eerste voorzitter van dit rechtcollege toe om zijn aanpak van de achterstand uiteen te zetten in zijn eerste beleidsplan.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Guido De Padt aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de natuurrampen in 2006 in de provincie Oost-Vlaanderen" (nr. 14821)

08.01 Guido De Padt (VLD): De provincie Oost-Vlaanderen werd in de zomer van 2006 getroffen door natuurrampen die als dusdanig werden erkend door de federale regering. De dienst Rampenfonds Oost-Vlaanderen zou onderbemand zijn en krijgt de aanvragen tot vergoeding niet snel genoeg verwerkt; ook voor de expertises zou Oost-Vlaanderen nood hebben aan ondersteuning door de Regie der Gebouwen.

Hoeveel aanvragen liepen er binnen, zo mogelijk opgesplitst per gemeente? Tegen welke datum zullen de schadedossiers afgehandeld worden? Zal de minister bijkomend personeel ter beschikking stellen? Heeft de Regie der Gebouwen voldoende personeel ter beschikking gesteld voor de uitvoering van de expertises?

08.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Naar aanleiding van de ramp van 13 juni 2006 werden 26 aanvragen tot financiële tegemoetkoming ingediend, allemaal uit Oudenaarde. In het kader van de ramp van 22 juli waren dat 21 dossiers en voor de ramp van 24 en 25 augustus 350 dossiers. De aanvragen van de laatste twee zijn nog niet per gemeente opgesplitst.

Volgens de dienst zullen de dossiers voor het einde van het jaar afgerond zijn.

Onlangs ben ik akkoord gegaan met de werving van vier administratieve personeelsleden van niveau C en één van niveau A.

De Regie der Gebouwen heeft mij een lijst bezorgd van personeelsleden die ter beschikking kunnen worden gesteld van provinciale rampendiensten. Die mensen zijn zo nodig onmiddellijk mobiliseerbaar. Voor Oost-Vlaanderen gaat het om drie experts, al werkt er momenteel maar één. Ik heb er bij mijn collega Reynders op aangedrongen snel een tweede expert voltiids naar Gent te sturen.

De provinciale rampendienst kan zo nodig ook altijd een beroep doen op privé-experts die betaald worden door de Nationale Kas voor rampenschade.

08.03 Guido De Padt (VLD): Uit ervaring weet ik dat slachtoffers snel worden bediend. Ik ben blij dat de minister de klachten ter harte neemt.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Talbia Belhouari aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de invoering van een vaste selectiecommissie bij de externe werving van het operationeel kader van de politie" (nr. 14851)

09.01 Talbia Belhouari (PS): Ik heb u in maart 2006 ondervraagd over het beleid met betrekking tot de indienstneming van politie-inspecteurs, dat bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten wordt geregeld. De procedure omvat verscheidene fasen, alsook een onderhoud met een selectiecommissie, die een eindevaluatie uitbrengt.

In de praktijk werden verscheidene commissies ingesteld, gelet op het groot aantal kandidaten. In maart 2006 heeft u aangegeven dat u een permanente selectiecommissie wilde instellen die het hele selectieproces zou kunnen controleren en toezien op het homogeen karakter ervan.

Werd die commissie al opgericht? Zo ja, hoe is ze samengesteld en op welke manier werkt ze? Indien die commissie een negatief advies uitbrengt over een kandidaat, wat kan die daartegen ondernemen?

09.02 Minister Patrick Dewael (Frans): De vaste selectiecommissie werd wel degelijk opgericht. Zij wordt voorgezeten door een psycholoog van de directie van de rekrutering en van de selectie van de federale politie en zij bestaat uit een lid van de vaste commissie van de lokale politie en een lid van de federale politie.

Zij baseert zich op het dossier over de bekwaamheden die tijdens het selectieproces werden getest en haar taak bestaat erin de motiveringen van de psychologen en de voorstellen van de gedecentraliseerde selectiecommissies te controleren. Op deze manier zorgt zij ervoor dat alle kandidaten op een homogene beslissing kunnen rekenen. Bij een negatief advies kan de commissie de kandidaat horen, die gedurende de hele selectie het voordeel van de twijfel geniet.

Ten slotte wordt er bij een negatieve uitslag een samenvattend document naar de kandidaat gestuurd en de directie van de rekrutering en van de selectie staat in voor de feedback, zoals aangegeven op de site www.jobpol.be.

09.03 Talbia Belhouari (PS): Dat is goed nieuws.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Katrien Schryvers aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de discrepantie tussen de federale regelgeving betreffende het afleveren van getuigschriften aan illegalen en de bereidheid van de Vlaamse regering om kinderen van illegalen een studietoelage toe te kennen" (nr. 14657)

10.01 Katrien Schryvers (CD&V): De Vlaamse regering staat toe dat kinderen van illegalen toch een studietoelage ontvangen opdat ze zo weinig mogelijk te lijden zouden hebben van hun illegaliteit. Als een vreemdeling echter een bevel tot verwijdering van het grondgebied heeft gekregen, mag hem geen getuigschrift of attest meer worden afgeleverd door gemeentediensten. Die diensten kunnen dus simpelweg geen aanvraagformulieren voor studielagen invullen.

Is de minister op de hoogte van dit probleem? Is hij bereid een oplossing uit te werken? Wordt de gemeenten toegestaan om in dit kader wel een attest af te leveren? Is er overleg gepleegd of gepland met het Vlaamse niveau?

10.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): De Vlaamse regering keurde een ontwerp van decreet goed waardoor een studietoelage enkel nog zal worden toegekend aan personen die legaal in België verblijven. Het probleem zal dus op korte termijn zijn opgelost. Persoonlijk acht ik het hoe dan ook niet opportuun om enig attest af te leveren aan een vreemdeling aan wie een uitvoerbaar bevel om het land te verlaten werd betekend. Dat zou de indruk kunnen wekken dat zijn of haar illegaal verblijf zou worden gedoogd.

Indien een deelstaat toch een studietoelage wil toestaan aan een illegale vreemdeling, dan zal ermee rekening moeten worden gehouden dat deze niet dezelfde documenten kan voorleggen als een legale vreemdeling.

10.03 Katrien Schryvers (CD&V): Ik was niet op de hoogte van het ontwerp van decreet, maar dat zou inderdaad het probleem kunnen oplossen.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Annemie Roppe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de erkenning van de stormschade van 18 en 19 januari 2007 als ramp" (nr. 14847)

11.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit): De dienst Rampenschade van de provincie Limburg verzamelde bij de gemeenten gegevens om een raming te maken van de stormschade op 18 en 19 januari 2007.

Klopt het dat deze stormschade nog niet als ramp is erkend? Waarom duurt het zo lang voor de beslissing valt? Indien de stormschade ondertussen wel is erkend als ramp, hoe wordt dit gecommuniceerd aan de burger en de betrokken diensten?

11.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): De stormschade van 18 en 19 januari 2007 is nog niet erkend als ramp. Het dossier werd net via de Inspectie van Financiën aan mijn kabinet bezorgd.

Zo'n dossier dient verscheidene stappen te doorlopen. Zodra de procedure is opgestart, vragen de provinciegouverneurs aan de gemeenten om een raming van de schade en het aantal dossiers door te geven. De gouverneurs krijgen daarvoor drie weken tijd, maar bepaalde gemeenten respecteren die termijn niet. Gelijktijdig wordt een advies van het KMI gevraagd, om na te gaan of het gaat om een uitzonderlijk natuurfenomeen zoals bedoeld in de circulaire van 20 september 2006. Wanneer de schadegegevens en het KMI-advies beschikbaar zijn, wordt een ontwerp van erkenning voorbereid en voorgelegd aan de Inspectie van Financiën, waarna het bij mij terechtkomt en nadien aan de minister van Begroting en aan de Ministerraad wordt voorgelegd. Het dossier is dus bij mij aangekomen en kan eerstdaags bij de Ministerraad worden ingediend.

Het erkennings-KB wordt altijd in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd. De gouverneurs ontvangen daarover een brief en informeren de gemeenten, die op hun beurt deze informatie moeten doorgeven aan de inwoners. Uiteraard dragen ook de media hun steentje bij in het verspreiden van de informatie. Het erkenningsbesluit is ook te vinden op de website van de dienst Rampenschade.

11.03 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Het is dus wachten op de verdere afhandeling van het dossier bij uw diensten en bij de minister van Begroting.

11.04 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Daarbij komt nog de Inspectie van Financiën.

11.05 Annemie Roppe (sp.a-spirit): De Inspectie van Financiën gaf reeds haar advies. Het is Binnenlandse Zaken die de knoop nog moet doorhakken.

11.06 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Of Begroting. Als ik geen begrotingsakkoord heb, dan kan ik mijn dossier niet indienen bij de Ministerraad.

11.07 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Ik vermoed dat dit slechts een formaliteit zal zijn. In elk geval besluit ik uit het antwoord dat er nu vlug een beslissing volgt, waarna de provincie de betrokkenen zal inlichten.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het koninklijk besluit van 22 juli 2004" (nr. 14876)

12.01 Melchior Wathelet (cdH): Met een koninklijk besluit van 22 juli 2004 werden statutaire personeelsleden van het autonome bedrijf Belgacom aangesteld voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten in de gemeenten.

Die gratis terbeschikkingstelling van personeel werd met een jaar verlengd, met het oog op het vervullen van nieuwe opdrachten waarmee de gemeenten zouden worden belast.

Indien de lokale overheden nieuwe opdrachten worden toegewezen, moet de periode van terbeschikkingstelling dan niet worden verlengd om de oorspronkelijk vooropgestelde termijn van vijf jaar te bereiken?

Indien het na afloop van die periode nuttig lijkt de terbeschikkingstelling te behouden, wie draait dan op voor de kosten? Zal de gemeente de terbeschikkingstelling kunnen beëindigen?

12.02 Minister Patrick Dewael (Frans): De overeenkomst met de gemeenten voorziet in het gratis ter beschikking stellen van personeel voor een periode van drie jaar.

In oktober 2007 zouden een aantal contracten al kunnen aflopen.

De beslissing om de terbeschikkingstelling van statutair personeel van autonome overheidsbedrijven voort te zetten maakt het voorwerp uit van een dossier dat komende vrijdag op de Ministerraad zal besproken worden. In dat dossier vragen we tevens aan de Vereniging van Steden en Gemeenten om een oplossing op lange termijn te vinden.

12.03 Melchior Wathelet (cdH): Ik zal misschien na de vakantie een nieuwe vraag stellen om na te gaan hoe het dossier geëvolueerd is.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen 14662, 14663, 14664, 14666 en 14849 van de heer Arens worden omgezet in schriftelijke vragen.

Voorzitter: de heer Melchior Wathelet.

13 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Véronique Ghenne** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de opdrachten van de lokale politie in het kader van de strijd tegen de fiscale fraude" (nr. 14650)

- de heer **Joseph Arens** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de taken die aan de lokale SER's worden toevertrouwd" (nr. 14665)

13.01 Véronique Ghenne (PS): Politie mensen uit hun ongenoegen over de rondzendbrief van 2002, die de lokale politie met de behandeling van economisch-financiële dossiers belast. Voortaan gaat evenveel tijd naar de strijd tegen de belastingfraude als naar drugsbestrijding. De leden van de lokale politie die ik heb ontmoet, zouden liever een actieve rol spelen in het veld.

Volgens de laatste barometer waarmee naar de verwachtingen ten aanzien van de lokale politie werd gepeild, beschouwt de bevolking de strijd tegen verkeersonveiligheid, diefstallen en inbraken als prioritaire opdrachten.

Zou het niet beter zijn met de verwachtingen van zowel de bevolking als de lokale politie zelf rekening te houden om haar opdrachten te omschrijven? Is de strijd tegen de belastingfraude werkelijk een taak voor de lokale politie? Kreeg u al lucht van die klachten? Welk antwoord zal u daarop bieden?

13.02 Joseph Arens (cdH): In het kader van de politiehervorming werden de lokale SER's geacht onderzoeken over de criminaliteit in de zones, of hoogstens op regionaal vlak te verrichten.

Men stelt echter vast dat de SER's onderzoeken op nationale of zelfs internationale schaal voeren.

Kan men de prioriteiten van die diensten niet bijsturen teneinde beter aan de verwachtingen van de bevolking te voldoen? Zou men in de wet geen duidelijke verdeling van de taken tussen de federale gerechtelijke politie en de lokale SER's moeten opnemen?

13.03 Minister Patrick Dewael (Frans): Volgens artikel 143ter van het Gerechtelijk Wetboek legt de minister van Justitie de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid vast, inclusief die van het opsporings- en vervolgingsbeleid. Krachtens artikel 143bis van het Gerechtelijk Wetboek beslist het college van procureurs-generaal over de maatregelen die nodig zijn voor de uitvoering van de in artikel 143ter beoogde richtlijnen.

De ministeriële richtlijn en de omzendbrief van het college regelen dus de taakverdeling tussen de federale en de lokale politie.

Bij de verdeling van de taken laat de magistraat zich leiden door het algemeen principe van de moeilijkheidsgraad van het onderzoek, die kan worden afgeleid uit een aantal criteria.

In principe staat de lokale politie in voor de onderzoeken die niet beantwoorden aan een van de criteria gebaseerd op de aard van het feit, de aard van de onderzoeksdaten en de geografische spreiding.

Het huidige wettelijke arsenaal is toereikend.

De federale politie belasten met economisch-financiële opdrachten of onderzoeken in eenvoudige fiscale fraudezaken die krachtens een ministeriële richtlijn en de rondzendbrief COL 2/2002 onder de lokale politie ressorteren, zou strijdig zijn met de wetgeving.

13.04 Véronique Ghenne (PS): Ik zal de minister van Justitie ondervragen. Kunnen die ministeriële richtlijnen worden geëvalueerd?

13.05 Minister Patrick Dewael (Frans): Ja, maar daarvoor is de minister van Justitie bevoegd.

13.06 Joseph Arens (cdH): Het antwoord van de minister zal de toestand in het veld al verduidelijken. Ik zal ook de minister van Justitie ondervragen.

Voorzitter: de heer Joseph Arens.

De openbare vergadering wordt geschorst van 15.21 tot 15.27 u.

14 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de invoering van hedendaagse betalingsmogelijkheden bij de Raad van State" (nr. 14624)

14.01 Melchior Wathelet (cdH): Sinds de afschaffing van de fiscale zegel als betalingswijze in gerechtszaken is er een probleem ontstaan met de verzoekschriften gericht aan de Raad van State, vermits de Raad nog niet met elektronische overschrijvingen werkt.

Met de betaling per overschrijving kan er geen volgnummer aan het verzoekschrift worden toegekend, zodat het niet geïdentificeerd kan worden. De gekozen oplossingen leiden tot een verspilling van energie en tijd onder andere bij de griffie van de Raad van State, De Post, de banken en de eisende partij.

De fiscale zegel werd afgeschaft met het oog op een administratieve vereenvoudiging, een lovenswaardig doel dat in de praktijk eerder tot een groeiende administratieve rompslomp leidt.

Welke maatregelen zal de minister treffen om die toestand te verhelpen?

Is het niet hoog tijd om een einde te stellen aan die archaïsche betalingswijze van rechten bij de Raad van State?

14.02 Staatssecretaris Vincent Van Quickenborne (Frans): Het Parlement keurde de afschaffing van de fiscale zegels eenparig goed. Het ging om een oubollige regeling, die fraudegevoelig was en heel wat administratieve rompslomp met zich bracht. Er werd beslist de fiscale zegels op de verzoekschriften aan de Raad van State door een bewijs van overschrijving, bijvoorbeeld een rekeninguittreksel, te vervangen. De Dienst voor administratieve vereenvoudiging staat open voor een betaling via een rechtstreekse overschrijving naar de Raad van State, maar die is niet voor die modernisering gewonnen.

In februari heeft het zesde registratiekantoor van Brussel driehonderd betalingen met betrekking tot verzoekschriften ontvangen. Die nieuwe betalingswijze is terug te vinden op de webstek van de Raad van State. De oprichting van de Raad voor vreemdelingenbetwistingen zal het aantal verzoekschriften aan de Raad van State overigens sterk doen dalen.

De eventuele afschaffing van de in het kader van een procedure voor de Raad van State verschuldigde rechten moet met de minister van Begroting worden onderzocht, aangezien zo'n maatregel gevolgen zou hebben voor de begroting.

14.03 Melchior Wathelet (cdH): Volgens informatie die ik heb gekregen, werd het betalingsbewijs niet altijd aanvaard, zelfs indien het door de griffie van de Raad van State was afgetekend. Ik zal nagaan of de toestand ondertussen is veranderd, maar in ieder geval zou het eenvoudiger zijn mocht de Raad van State zich bereid tonen om de betalingen op een zichtrekening te ontvangen.

14.04 Staatssecretaris Vincent Van Quickenborne (Frans): Mijn medewerkers hebben voorgesteld om zo'n rekening te openen. De Raad van State heeft dat geweigerd, wat ik betreurt.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.33 uur.